



Mission régionale d'autorité environnementale

**Auvergne-Rhône-Alpes**

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas relative à la modification  
simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la  
commune de Lavilledieu (07)**

Décision n°2021-ARA-KKU-2266

**Décision du 9 août 2021**

## **Décision après examen au cas par cas** **en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du Conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-34 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté ministériel portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 11 août 2020, 22 septembre 2020, 6 octobre 2020, 19 novembre 2020 et du 2 juin 2021;

Vu la décision du 8 juin 2021 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret du 2 octobre 2015 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2021-ARA-KKU-2266, présentée le 10 juin 2021 par la communauté de communes du bassin d'Aubenas, relative à la modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Lavilledieu (Ardèche) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Ardèche en date du 12 juillet 2021 ;

**Considérant** que la commune de Lavilledieu comprend 2122 habitants<sup>1</sup>, qu'elle s'étend sur une superficie de 1 485 ha, qu'elle fait partie de la communauté de communes du bassin d'Aubenas, qu'elle dispose d'un plan local d'urbanisme<sup>2</sup> et qu'elle s'inscrit dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale (Scot) Ardèche méridionale, arrêté en date du 17 février 2020 ;

**Considérant** que le projet de modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune a pour objectif :

- de mettre à jour le règlement graphique pour reclasser en zones urbaines Ub ou Uc les quartiers urbanisés des « Plagnes » et du « Village », situés actuellement en zone AUb sur une surface de 7,95 ha;
- d'adapter l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) en lien avec le projet envisagé « au Conchis », afin de lui assurer une desserte routière, pour piétons et cycles, de rejeter les eaux pluviales et une densité minimum de 20 logements ;
- de mettre à jour la liste des emplacements réservés par la suppression de l'emplacement réservé n°17 devenu caduc et par la modification des emplacements réservés n°10 (changement de libellé pour assurer la desserte et le maintien de la gestion des eaux pluviales) et n°18 (prise en compte d'un tronçon de voie nouvelle déjà réalisé) ;

---

1 Source INSEE 2017

2 Approuvé le 23 février 2006

**Considérant** que sur le plan environnemental, le territoire communal est concerné par une zone Natura 2000 au titre de la directive Habitats, « Moyenne vallée de l'Ardèche, pelouses du plateau des Gras », par un arrêté préfectoral de protection de biotope, 2 zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique (Znieff) de type I et II qui n'interfèrent pas avec le périmètre du projet ;

**Concluant** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Lavilledieu n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Lavilledieu, objet de la demande n°2021-ARA-KKU-2266, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### **Article 2**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale  
Auvergne-Rhône-Alpes et par délégation,  
son membre,

A blue ink signature, appearing to read 'Marc Ezerzer', is written over a horizontal line.

Marc Ezerzer

## Voies et délais de recours

### 1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions combinées de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative ;
- d'un recours contentieux direct dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

*Où adresser votre recours gracieux ?*

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes à l'adresse électronique suivante : [ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) et/ou l'adresse postale suivante :

- *pour les dossiers relatifs aux départements de l'Ain (01), Drôme (26), Isère (38), Rhône (69), Savoie (73) et Haute-Savoie (74) :*  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
Pôle autorité environnementale  
69 453 Lyon Cedex 06
- *pour les dossiers relatifs aux départements de l'Allier (03), Ardèche (07), Cantal (15), Loire (42), Haute-Loire (43) et Puy-de-Dôme (63) :*  
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes  
Pôle autorité environnementale  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

*Où adresser votre recours contentieux ?*

Madame la présidente du tribunal administratif de Lyon  
Palais des Juridictions administratives  
184, rue Duguesclin  
69433 Lyon Cedex 03

### 2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

*Où adresser votre recours gracieux ?*

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes (voir supra).

*Où adresser votre recours contentieux ?*

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).